

## Appel à candidatures pour un contrat doctoral en droit

### Thème de travail : Les pouvoirs privés économiques dans la fabrique de la législation alimentaire

Le secteur agroalimentaire est spécifique à bien des égards. La production, la transformation et la distribution de biens essentiels à la vie humaine se situent au carrefour d'enjeux environnementaux, sociaux, économiques et culturels forts. Ce secteur se caractérise aussi par une importante concentration de certains opérateurs économiques qui participent de différentes manières à la production du droit et des normes applicables à l'alimentation. Largement associés à la négociation du corpus juridique constituant la « législation alimentaire », ils produisent en outre quantité de normes privées, de standards et de labels qui ont donné naissance à une régulation transnationale privée des marchés agricoles et alimentaires<sup>1</sup>.

L'objet du travail de recherche – qui restera à discuter à partir du profil et du projet du/de la candidat(e) - sera d'interroger le rôle de ces pouvoirs économiques dans la construction du droit qui gouverne les systèmes alimentaires. Il s'agira de décrire et discuter le processus et le rôle des acteurs privés dans cette fabrique d'un droit éclaté où se mêlent règles juridiques et techniques. Le projet de recherche pourra comparer l'effectivité de ces règles techniques à celles situées plus haut dans la hiérarchie des normes, notamment celles relatives aux droits humains liés à l'alimentation. Plus particulièrement, l'étude sera conduite à la lumière de la nécessité d'une diversification des systèmes alimentaires et des progrès à accomplir pour que le droit à l'alimentation se concrétise.

En complément d'une approche fondée sur des recherches et analyses documentaires, des méthodes plus empiriques pourront être mobilisées (études de cas, entretiens...).

Suivant le projet du ou de la candidat(e), la recherche s'ancrera dans le droit européen et le droit interne et/ou dans une perspective comparatiste.

### Contexte et environnement de travail :

- **Contrat doctoral** : 3 ans.
- **Date de début** : septembre/octobre 2024
- **Laboratoire** : Centre de Documentation et de Recherches Européennes ([CDRE](#))
- **Localisation** : Collège d'études européennes et internationales, Campus de la Nive (Bayonne) / Université de Pau et des pays de l'Adour ([UPPA](#))
- **Direction de thèse** : Pierre-Etienne BOUILLOT (Professeur junior) et Fabrice RIEM (Professeur de droit privé, Directeur adjoint du CDRE et Coordinateur du CELT)

---

<sup>1</sup> cf. Livre blanc Alimentation/agriculture, Construire demain, Association de droit international, [en ligne] <https://univ-pau.hal.science/hal-04302241>, p. 89 et s.

### **Dossier de candidature :**

- Un Curriculum Vitae
- Une lettre de motivation intégrant un projet de recherche
- Le relevé des notes du Master (1 et 2)
- Le résumé du mémoire réalisé en Master 2 (une page maximum)

**Date limite de candidature :** 15 juillet 2024.

### **Critères d'évaluation :**

Les candidat(e)s seront d'abord sélectionné(e)s sur la base de leur dossier de candidature. Les personnes sélectionnées à l'issue de cette première étape seront ensuite auditionnées.

Les dossiers de candidature seront évalués sur la base des critères suivants :

- Notes et classement au cours de votre master, stabilité de votre parcours universitaire,
- Capacité à présenter votre travail, votre parcours et votre projet,
- Travail de recherche déjà réalisé (mémoire de M2),
- Le cas échéant, expérience professionnelle similaire à un stage dans un laboratoire,
- Compétences linguistiques.

**La demande doit être envoyée aux adresses électroniques suivantes :** [pierre-etienne.bouillot@univ-pau.fr](mailto:pierre-etienne.bouillot@univ-pau.fr) et [fabrice.riem@univ-pau.fr](mailto:fabrice.riem@univ-pau.fr)

Ne pas hésiter à contacter pour plus d'informations et discussions.